

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Stephane-Hessel-L-Argentine-prouve-que-les-citoyens-peuvent-changer-le-cours-de-l-Histoire>

L'auteur d'« Indignez-vous », la bible des Indignés du
monde entier

**Stéphane Hessel : «
L'Argentine prouve que les
citoyens peuvent changer le
cours de l'Histoire »**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 19 décembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

À 94 ans, après s'être battu dans la Résistance, survécu aux camps nazis et écrit la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, il a publié un *petit livre* de 32 pages qui a eu un écho mondial. Voici sa vision de la démocratie et l'effet de l'Argentine dans sa pensée.

La révolte n'a pas d'âge ni de condition. À ses affables, lucides et combatives 94 années Stéphane Hessel incarne un moment unique dans l'histoire politique humaine : avoir réussi à déchaîner un mouvement mondial de réponse démocratique et citoyen avec un livre d'à peine 32 pages, *Indignez-vous*. Le livre est paru en France en octobre 2010 et en mars 2011 il est devenu le fondement du mouvement espagnol des indignés. Le quasi siècle de vie de Stéphane Hessel s'est connecté d'abord avec la jeunesse espagnole qui a occupé la *Puerta del Sol* et ensuite avec les autres protagonistes de l'indignation qui est devenue planétaire : Paris, Londres, Rome, Mexique, Bruxelles, New York, Washington, Tel Aviv, New Delhi, San Pablo. Dans chaque coin du monde et sous différentes dénominations, le message de Hessel a trouvé un écho inimaginable.

Son livre, cependant, ne contient pas un plaidoyer idéologique, encore moins un appel à l'excitation révolutionnaire. *Indignez-vous* c'est en même temps une invitation à prendre conscience de la forme calamiteuse dans laquelle nous sommes gouvernés, une restauration noble et humaniste des valeurs fondamentales de la démocratie, un sceau d'eau froide sur la conscience endormie des Européens devenus des consommateurs obéissants et une ferme défense du rôle de l'État comme régulateur. Il ne doit pas exister dans l'histoire de l'édition un livre si court avec une portée si étendue.

Qui voit la mobilisation mondiale des indignés peut penser qu'Hessel a écrit une sorte de pamphlet révolutionnaire, mais rien n'est plus étranger à cette idée. *Indignez-vous* et les indignés s'inscrivent dans un courant totalement contraire à celui qui s'est répandu avec les révoltes de Mai68. Cette génération était contre l'État [de l'époque]. Au contraire, le livre de Hessel et ses adeptes se réclament pour le retour de l'État, sa capacité à réguler. Rien ne reflète de mieux cet objectif que l'un des slogans les plus fameux qui ont surgi de la *Puerta del Sol* :

« Nous ne sommes pas antisystème, le système est *antinous* »

Dans sa maison de Paris, Hessel parle avec une conviction dans laquelle la jeunesse et l'énergie explosent dans chaque phrase. Hessel a une histoire personnelle digne d'un roman et il est un homme de deux siècles. Diplomate humaniste, membre de la Résistance contre l'occupation nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale, survivant de plusieurs camps de concentration, protagoniste actif de la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, descendant de la lutte contre ces deux grands calamités du XXe siècle qui ont été le fascisme et le communisme soviétique. Le naissant XXIe siècle fait de lui un essayiste influent.

Quand son livre est sorti en France, les langues aiguës du système libéral lui sont tombées dessus avec une pluie de moqueries : « *le grand-père Hessel* », le « *père Noël des bonnes consciences* », disaient à la radio et télévision ces *marionnettes* pour le disqualifier. Nombre d'intellectuels français ont dit que cette oeuvre était un catalogue de banalités, ont critiqué son apparent simplisme, sa platitude philosophique, l'ont accusé d'idiot et d'antisémite. Même le Premier ministre français, François Fillon a disqualifié l'oeuvre en disant que « *l'indignation n'est pas en soi une manière de pensée* ». Mais le livre a suivi un autre chemin. Plus de deux millions d'exemplaires vendus en France, un demi-million en Espagne, des traductions dans des dizaines de pays et une diffusion massive par Internet.

L'ultralibéralisme prédateur, la corruption, l'impunité, la servitude de la classe politique au système financier, l'annexion de la politique par la technocratie financière, les industries qui détruisent la planète, l'occupation israélienne de la Palestine, en somme, les grands dévastateurs de la planète et des sociétés humaines ont trouvé dans les mots de Hessel un ennemi inespéré, un argumentaire d'énoncés basiques, profondément humaniste et

d'une efficacité immédiate. Sans autre armure qu'un passé politique social-démocrate réformiste et un livre de 32 pages, Hessel a opposé à la pensée libérale consummatrice et au consensus, l'un des antidotes les plus redoutés, c'est-à-dire, l'action.

Il ne s'agit pas d'une oeuvre de réflexion politique ou philosophique mais d'une radiographie du démantèlement des États, d'un appel à l'action pour que l'État et la démocratie recommencent à être ce qu'ils étaient. Le livre de Hessel est articulé autour de l'action, qui est précisément à ce que conduit l'indignation : réponse et action contre une situation, contre l'autre. Ce qu'Hessel qualifie comme « *mon petit livre* » est une oeuvre curieuse : il n'y a rien de nouveau dans elle, mais tout ce qu'il dit est une sorte de synthèse de ce que la majeure partie de la planète pense et sent chaque matin quand elle se lève : exaspération et indignation.

Vous avez été d'une certaine façon l'homme de l'année. Votre livre a eu un succès mondial et a fini par devenir le foyer du mouvement planétaire des indignés. Il y a eu, en fait, deux révolutions presque simultanées dans le monde, l'une dans les pays arabes et celle que vous avez déchaînée à échelle planétaire.

Je n'ai jamais prévu que le livre allait à avoir un succès semblable. En l'écrivant, j'avais pensé à mes compatriotes pour leur dire que la manière dans laquelle ils sont gouvernés pose des questions et qu'il était nécessaire de s'indigner devant les problèmes mal résolus. Mais n'espérais pas que le livre se trouve propulsé dans plus de quarante pays aux quatre points cardinaux. Mais je ne m'attribue aucune de responsabilité dans le mouvement mondial des indignés. Ce fut une coïncidence que mon livre soit paru au même moment que l'indignation se soit répandue de par le monde. J'ai seulement appelé les gens à réfléchir sur ce qui leur semble inacceptable. Je crois que la si grande circulation du livre découle du fait que nous vivons un moment très particulier de l'histoire de nos sociétés et, en particulier, de cette société mondiale dans laquelle nous sommes immergés depuis dix ans. Aujourd'hui nous vivons dans des sociétés interdépendantes, interconnectées. Cela change la perspective. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont mondiaux.

Les réactions que votre livre a déchaînées prouvent qu'il existe toujours une pureté morale intacte dans l'humanité.

Ce qui reste intact ce sont les valeurs de la démocratie. Après la Deuxième Guerre mondiale nous avons résolu des problèmes fondamentaux des valeurs humaines. Nous savons déjà quelles sont ces valeurs fondamentales que nous devons essayer de préserver. Mais quand cela cesse d'être en vigueur, quand il y a des ruptures dans la façon de résoudre les problèmes, comme c'est arrivé après les attentats du 11 septembre, de la guerre en Afghanistan et en Irak, et la crise économique et financière de ces quatre dernières années, nous prenons conscience que les choses ne peuvent pas continuer ainsi. Nous devons nous indigner et nous engager pour que la société mondiale adopte un nouveau cours.

Qui est responsable de toute cette catastrophe ? Le libéralisme outrageant, la technocratie, la cécité des élites ?

Les gouvernements, en particulier les gouvernements démocratiques, souffrent d'une pression de la part des forces du marché à laquelle ils n'ont pas su résister. Ces forces économiques et financières sont très égoïstes, cherchent seulement le bénéfice dans toutes les formes possibles sans tenir compte de l'impact que cette recherche effrénée du profit a sur les sociétés. Ne leur importe pas la dette des gouvernements, ni les revenus étriqués des gens. J'attribue la responsabilité de tout cela aux forces financières. Leur égoïsme et leur spéculation exacerbée sont aussi responsables de la détérioration de notre planète. Les forces qui sont derrière le pétrole, les forces des énergies non renouvelables nous conduisent dans une direction très dangereuse. Le socialisme démocratique a eu son moment de gloire après la Deuxième Guerre mondiale. Pendant beaucoup d'années nous avons eu ce qui

s'appelle les États providence. Cela a dérivé dans une bonne formule pour régler les relations entre les citoyens et l'État. Mais ensuite nous nous sommes écartés de ce chemin sous l'influence de l'idéologie néolibérale. Milton Friedman et l'École de Chicago ont dit : « laissez les mains libres à l'économie, ne permettez pas que l'État intervienne ». C'était un chemin erroné et aujourd'hui nous nous rendons compte de ce que nous nous enfermons dans un chemin sans issue. Ce qui est arrivé en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne nous prouve que ce n'est pas en donnant de plus en plus de force au marché qu'on arrive à une solution. Non. Ce travail correspond aux gouvernements, ce sont eux qui doivent imposer des règles aux banques et aux forces financières pour limiter la surexploitation des richesses qu'ils détiennent et l'accumulation d'immenses bénéfices tandis que les États s'endettent. Nous devons reconnaître que les banques se sont mises contre la démocratie. Ceci n'est pas acceptable.

C'est choquant de vérifier l'indifférence de la classe politique devant la révolte des indignés. Les dirigeants de Paris, de Londres, des États-Unis, en somme, là où à éclaté ce mouvement, ont fait fi des revendications des indignés.

Oui, c'est vrai. Pour l'instant on a sous-estimé la force de cette révolte et de cette indignation. Les dirigeants se seront certainement dits : cela nous l'avons déjà vu d'autres fois, en Mai 68, etc., etc. Je crois que les gouvernements se trompent. Mais le fait que les citoyens protestent contre la façon dont ils sont gouvernés c'est quelque chose de très nouveau et cette nouveauté ne s'arrêtera pas. Je prédis que les gouvernements se trouveront de plus en plus sous la pression des contestations contre la façon dont les États sont gouvernés. Les gouvernements s'obstinent à maintenir intact le système. Cependant, la mise en cause collective du fonctionnement du système n'a jamais été aussi si forte que maintenant. En Europe nous traversons un moment très dense de remise en question, comme c'est arrivé avant en Amérique Latine. Je suis très fier de la façon dont l'Argentine a su surpasser la gravité de sa crise. Cela prouve qu'il est possible d'agir et que les citoyens sont capables de changer le cours des choses.

D'une certaine façon, vous avez allumé la flamme d'une sorte de révolution démocratique. Cependant, vous n'appelez pas à une révolution. Quel est alors le chemin pour briser le cadre dans lequel nous vivons ? Quelle est la base de la renaissance d'un monde plus juste ?

Nous devons transmettre deux choses aux nouvelles générations : la confiance dans la possibilité d'améliorer les choses. Les nouvelles générations ne doivent pas se décourager. En deuxième lieu, nous devons leur faire prendre conscience de tout ce qui est actuellement fait et que cela va dans le bon sens. Je pense au Brésil, par exemple, où il y a eu beaucoup de progrès, je pense à la présidente Cristina Fernández de Kirchner, qui a aussi fait que les choses progressent beaucoup, je pense aussi à tout ce qui est réalisé dans le domaine de l'économie sociale et solidaire dans tant et tant de pays. Dans tout ceci il y a des nouvelles perspectives pour affronter l'éducation, les problèmes de l'inégalité, les problèmes liés à l'eau. Il y a des gens qui travaillent beaucoup et nous ne devons pas sous-estimer leurs efforts, même si ce qui est obtenu est peu, à cause de la pression du monde financier. Ce sont des étapes nécessaires. Je crois que, de plus en plus, les citoyens et les citoyens du monde comprennent que leur rôle peut être plus décisif à l'heure de faire comprendre aux gouvernements qu'ils sont responsables de la viabilité des grandes valeurs que les gouvernements eux mêmes laissent de côté. Il y a un risque implicite : que les gouvernements autoritaires essaient d'employer la violence pour apaiser les révoltes. Mais je crois que ce n'est déjà plus possible. La façon dont les tunisiens et les égyptiens se sont débarrassés de leurs gouvernements autoritaires montre deux choses : l'une, que c'est possible ; deux qu'avec ces gouvernements on ne progresse pas. Le progrès est seulement possible si la démocratie est approfondie. Dans les vingt dernières années l'Amérique Latine a beaucoup progressé grâce à l'approfondissement de la démocratie. A une échelle mondiale, malgré les choses qui ont été obtenues, malgré les avancées qui ont été obtenues par l'économie sociale et solidaire, tout cela est trop lent. L'indignation se justifie en cela : les efforts réalisés sont insuffisants, les gouvernements ont été faibles et même les partis politiques de gauche ont succombé devant l'idéologie néolibérale. C'est pourquoi nous devons nous indigner. Si les médias, si les citoyens et les organisations de défense des droits de l'homme sont suffisamment

puissants pour exercer une pression sur les gouvernements, les choses peuvent commencer à changer demain.

Peut-on changer le monde sans révolutions violentes ?

Si nous regardons vers le passé nous voyons que les chemins non violents ont été plus efficaces que les violents. L'esprit révolutionnaire qui a animé le commencement du XXe siècle, la révolution soviétique, par exemple, ont conduit à l'échec. Des hommes comme le Tchèque Vaclav Havel, Nelson Mandela ou Mikhaïl Gorbatchev ont démontré que, sans violence, des modifications profondes peuvent être obtenues. La révolution citoyenne à laquelle nous assistons aujourd'hui peut servir cette cause. Je reconnais que le pouvoir tue, mais ce même pouvoir s'en va quand la force non violente gagne. Les révolutions arabes nous ont démontré la validité de cela : ce ne fut pas la violence qui a fait tomber les régimes de la Tunisie et de l'Égypte, non, non, pas du tout. Ce fut la détermination non violente des gens.

A quel moment croyez-vous que le monde a dévié de sa route et a perdu sa base démocratique ?

Le moment le plus grave se situe dans les attentats du 11 septembre 2001. La chute des tours de Manhattan a déchaîné une réaction du président des Etats-Unis Georges W. Bush extrêmement préjudiciable : la guerre en Afghanistan, par exemple, a été un épisode dans lequel des horreurs épouvantables ont été commises. Les conséquences pour l'économie mondiale ont été également très dures. Des sommes considérables ont été utilisées dans des armes et dans la guerre au lieu de les mettre à la disposition du progrès économique et social.

Vous signalez avec beaucoup de profondeur l'un des problèmes qui restent ouverts comme une blessure dans la conscience du monde : le conflit Israélo-palestinien.

Ce conflit dure depuis soixante ans et n'a pas été encore trouvé la manière de réconcilier ces deux peuples. Quand l'on va en Palestine on sort traumatisé par la façon dont les Israéliens maltraitent leurs voisins palestiniens. La Palestine a le droit à un État. Mais aussi il faut reconnaître que, année après année, nous voyons comment augmente le groupe de pays qui sont contre le gouvernement israélien à cause de son incapacité à trouver une solution. Nous avons pu constater cela avec le nombre de pays qui ont appuyé le président palestinien Mahmud Abbas, quand il a demandé devant les Nations Unies que la Palestine soit reconnue comme un État de plein droit au sein de l'ONU.

Votre livre, vos entretiens, ce dialogue même démontrent que, malgré la catastrophe, vous n'avez pas perdu l'espoir de l'aventure humaine.

Non, au contraire. Je crois que devant les très graves crises que l'on traverse, tout à coup l'être humain se réveille. C'est souvent arrivé au cours des siècles et je désire que cela arrive à nouveau maintenant.

« Indignation » est aujourd'hui un mot clef. Quand vous avez écrit le livre, c'était ce mot que vous a guidé.

Le mot *indignation* a surgi comme une définition de ce que l'on peut attendre des gens quand on ouvre les yeux et qu'on voit l'inacceptable. On peut endormir l'être humain, mais on ne pas le tuer. En nous il y a une capacité de générosité, d'action positive et constructive qui peut se réveiller quand nous assistons à la violation des valeurs. Le mot « dignité » fait partie du mot « indignité ». La dignité humaine se réveille quand elle est parquée. Le libéralisme a essayé d'anesthésier ces deux capacités humaines, la *dignité* et l'*indignation*, mais il n'a pas réussi.

[Página 12](#). Depuis Paris, le 19 décembre 2011.

Stéphane Hessel : « L'Argentine prouve que les citoyens peuvent changer le cours de l'Histoire »

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris 19 décembre 2011.